



## 22 MAI :

# ET SI ON DÉCIDAIT D'AGIR TOUS ENSEMBLE ?!

La grogne monte partout : cheminots, étudiants, hospitaliers, fonctionnaires, retraités, etc...

Notre secteur d'activité n'est pas en reste ! On ne compte plus les actions des facteurs tant elles sont nombreuses et parfois longues comme à Rennes ( plus de 100 jours de grève), celles des salariés des centre d'appel , des filiales logistiques telles Viapost , etc...

Dans tous les services, les conditions de travail et de rémunération ne sont pas satisfaisantes que l'on soit cadre ou non cadre. Coté régression, le gouvernement n'y va pas de main morte pour presser les travailleurs comme des citrons et leur retirer morceau par morceau les droits acquis de longues luttes. Ainsi, tout est systématiquement tiré vers le bas et la pression sur les personnels est croissante :

### UN POUVOIR D'ACHAT EN BAISSÉ

STAGNATION DES SALAIRES

HAUSSE DE LA CSG

BAISSE DES APL

BAISSE DES PRIMES,  
COMMISSIONEMENTS,  
AVEC DES OBJECTIFS  
INATTEIGNABLES

### DES PROMOTIONS INACCESSIBLES

ACCÈS ULTRA-LIMITÉS

MANQUE DE TRANSPARENCE

### DES CONDITIONS DE TRAVAIL DÉPLORABLES

RÉORGANISATIONS  
PERPÉTUELLES

CHARGE DE TRAVAIL SANS  
CESSE AUGMENTÉE

CADENCES INHUMAINES

MANQUE DE  
RECONNAISSANCE

### ABSENCE D'EMBAUCHE MALGRÉ LE CICE

(CICE Crédit Emploi Compétitivité  
Emploi - argent public donné aux  
entreprises pour embaucher !)

NON REMPLACEMENT DES  
DÉPARTS

MULTIPLICITÉ DES CONTRATS  
PRÉCAIRES (INTÉRIM, CDD ...)

### REMISE EN CAUSE DU STATUT CADRE

SUPPRESSION DE LA CAISSE DE  
RETRAITE COMPLÉMENTAIRE  
CADRE (AGIRC)

SEUL LES CADRES "MANAGERS"  
AURAIENT LE STATUT CADRE  
(CE QUI EXCLUE LES INGÉNIEURS,  
COMMERCIAUX, EXPERTS, ETC ...)

BAISSE DES DROITS GÉNÉRALISÉE

### DES SERVICES PUBLICS AUX ABOIS

SUPPRESSION ET ÉLOIGNEMENT  
DES ACCUEILS PHYSIQUES  
(BUREAUX DE POSTE, HÔPITAUX,  
ÉCOLES ...)

SERVICES DE PLUS EN PLUS CHERS  
ET DE MOINS BONNE QUALITÉ

REMISE EN QUESTION DES STATUTS  
DES ENTREPRISES PUBLIQUES  
ET DES FONCTIONNAIRES POUR  
PLUS DE PROFITS POUR LES  
ACTIONNAIRES

Et comme si cela ne suffisait pas, le gouvernement annonce un 2e jour férié travaillé en plus de celui de la Pentecôte ! Or, les fonds recueillis pour la 1ère journée déjà travaillée gratuitement ( 2,5 à 3 Milliards d'euros !) ne sont pas utilisés pour la dépendance et le handicap mais comblent des déficits et assurent des financements annexes ! **C'EST UNE NOUVELLE ARNAQUE POUR NOUS RETIRER DES JOURS FERIES SOUS PRETEXTE DE « SOLIDARITE » !**

**STOP A TOUTES CES POLITIQUES QUI PRESSENT LES TRAVAILLEURS COMME DES CITRONS ET LEUR RETIRENT UNE A UNE TOUTES LES GARANTIES DONT ILS DISPOSENT !**

## « **NOUS SOMMES LES CREATEURS DE RICHESSES** **ET NOUS EN VOULONS NOTRE JUSTE PART** »

Faisons de ce 22 Mai, LA journée d'action pour montrer, tous ensemble, notre désapprobation tant à nos employeurs qu'au gouvernement qui poursuit la casse de nos droits !

**LA CGT VOUS PROPOSE D'ARRÊTER DE SUBIR EN AGISSANT PAR LA GREVE ( 59 MINUTES, UNE DEMI JOURNÉE OU LA JOURNÉE ENTIÈRE) LE 22 MAI PROCHAIN !**

### **UN Oeil À L'EXTÉRIEUR**

#### **LES CHEMINOTS EN LUTTE POUR UNE SERVICE PUBLIC FERROVIAIRE DE QUALITÉ !**

Depuis début Avril, les cheminots sont en lutte contre la privatisation de la SNCF et la remise en cause de leur statut. Le gouvernement et les médias s'en donnent à cœur joie pour taper sur leur lutte alors que celle-ci est vitale pour sauver le service public du ferroviaire. Sans cela, ce sont des milliers de lignes de train qui disparaîtront, des conditions de sécurité non assurées, et la flambée des prix des billets à coup sûr !

Quant au statut des cheminots, il est le fruit des luttes passées et garantit des droits collectifs pour tous. Sa remise en question serait un mauvais signal pour l'ensemble des travailleurs : il signifierait que toutes les professions pourraient voir leurs quelques acquis sociaux ou avantages remis en question du jour au lendemain.

**La CGT milite pour de meilleurs droits pour tous et pour un service public de qualité et de proximité !**

#### **LES ÉTUDIANTS ENTRENT EN RÉSISTANCE**

Dans toute la France, les étudiants manifestent et bloquent les facultés contre la loi ORE qui impose un système de sélection à l'entrée des universités publiques.

Le nouveau système « Parcoursup » est un programme informatique qui pré-sélectionne lui-même les candidatures et leur affecte une orientation (pas forcément celle préférée par le lycéen) avant de les transmettre aux professeurs qui doivent étudier les lettres de motivation de ces candidats.

Ce système est bien évidemment absurde car un algorithme ne peut juger de la candidature d'un lycéen et les professeurs ont d'autres préoccupations que celle de devenir DRH ! Il accentue les inégalités car les lycéens les plus aisés se font aider par des cabinets privés pour candidater.

C'est donc un nouveau système d'exclusion sociale qui est mis en place et qui doit être combattu !

**L'université doit rester un lieu de savoir et d'apprentissage ouvert à toutes et tous sans conditions de ressources.**